



Assemblée générale

Distr.
LIMITÉE

A/C.2/47/L.16
2 novembre 1992
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-septième session
DEUXIEME COMMISSION
Point 82 de l'ordre du jour

CRISE DE LA DETTE EXTERIEURE ET DEVELOPPEMENT

Pakistan* : projet de résolution

Intensification de la coopération internationale en vue d'une solution durable de la crise de la dette extérieure des pays en développement

L'Assemblée générale,

Réaffirmant ses résolutions 41/202 du 8 décembre 1986, 42/198 du 11 décembre 1987, 43/198 du 20 décembre 1988, 44/205 du 22 décembre 1989, 45/214 du 21 décembre 1990 et 46/148 du 18 décembre 1991,

Réaffirmant également la Déclaration sur la coopération économique internationale, en particulier la relance de la croissance économique et du développement dans les pays en développement, figurant en annexe à sa résolution S-18/3 du 1er mai 1990, la Stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement, figurant en annexe à sa résolution 45/199 du 21 décembre 1990, le Nouvel ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90, figurant en annexe à sa résolution 46/151 du 18 décembre 1991, le Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés, adopté par la deuxième Conférence des Nations Unies sur les

* Au nom des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Groupe des 77.

pays les moins avancés 1/, et les dispositions en vue d'une solution durable de la crise de la dette extérieure, qui figurent dans les chapitres pertinents du programme Action 21, adopté par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, tenue à Rio de Janeiro (Brésil) du 3 au 14 juin 1992 2/,

Prenant note des progrès inégaux réalisés vers la solution du problème de la dette extérieure des pays en développement,

Prenant note aussi du fait que seuls des pays en développement endettés ont regagné un accès relatif au marché des capitaux internationaux mais que même pour ces pays les emprunts se font à un coût élevé, notamment en raison de taux d'intérêt élevés,

Notant avec inquiétude que le problème de la dette et de son service continue de peser sur les pays en développement à revenu intermédiaire, ce qui nuit à leurs efforts de développement et à leur croissance économique, et rappelant la nécessité de résoudre le problème persistant de la dette dans ces pays au moyen de mesures efficaces d'allégement de la dette, tout en ayant à l'esprit, à cet égard, qu'il n'existe pas de mesures d'allégement de la dette satisfaisantes, en particulier pour les pays d'Afrique à revenu intermédiaire,

Notant aussi avec inquiétude que, malgré les mesures actuelles, les pays à faible revenu continuent à supporter le lourd fardeau que constituent la dette et son service,

Prenant note en outre des récentes initiatives en vue d'une solution du problème de la dette des pays en développement, en particulier de l'adoption par le Club de Paris des conditions améliorées de Toronto et la conclusion de plusieurs accords de réduction de l'encours et du service de la dette commerciale,

Prenant note de la réduction et de l'allégement substantiels de la dette accordés par le Club de Paris à deux pays à revenu intermédiaire et reconnaissant la nécessité de faire bénéficier de réductions analogues des pays à faible revenu et d'autres pays à revenu intermédiaire,

Soulignant toutefois qu'en l'absence d'un environnement économique international favorable, notamment d'un système commercial multilatéral ouvert et transparent, les effets des mesures d'allégement de la dette risquent d'être passagers,

1/ Voir Rapport de la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, Paris, 3-14 septembre 1990 (A/CONF.147/18), première partie.

2/ Voir A/CONF.151/26 (vol. I, II et Corr.1 et III).

Saluant les efforts que continuent de déployer les pays en développement débiteurs pour appliquer les programmes de stabilisation et d'ajustement structurel, accroître l'épargne et l'investissement, freiner l'inflation et améliorer l'efficacité économique, compte tenu de la vulnérabilité des couches les plus démunies de leur population,

Constatant avec inquiétude que, dans nombre de pays en développement, le fardeau de l'encours et du service de la dette constitue l'un des principaux obstacles à la relance de la croissance et du développement, malgré les réformes économiques souvent draconiennes mises en place par ces pays,

Notant que le rapport étroit entre la crise de la dette et la quasi-stagnation économique dans la majorité des pays en développement demande que des mesures supplémentaires soient prises pour faire en sorte que tous les pays en développement puissent parvenir rapidement à une solution durable de leur problème d'endettement extérieur,

Notant aussi que les pays en développement ont continué de s'acquitter dans les délais requis de leurs obligations internationales au titre de la dette et de son service, malgré de lourdes contraintes financières extérieures et à un coût très élevé pour leur population, privée de services de base satisfaisants,

1. Prend note du rapport du Secrétaire général concernant la crise de la dette extérieure et le développement 3/;

2. Se félicite que plusieurs arrangements aient été conclus sur la réduction de l'encours et du service de la dette et que les sept principaux pays industrialisés ait préconisé lors du Sommet économique de Munich des mesures d'allègement de la dette en faveur des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire fortement endettés 4/;

3. Se félicite également de l'annulation d'une partie de la dette publique bilatérale par certains donateurs en faveur des pays les moins avancés et demande que de nouvelles mesures importantes soient prises, compte tenu en particulier de la nécessité de prendre des mesures durables et globales pour résoudre le problème de l'endettement extérieur de ces pays;

4. Sait gré au Gouvernement français des récentes mesures qu'il a annoncées en vue de résoudre le problème de la dette de certains pays africains à revenu intermédiaire, préconise leur application et invite tous les créanciers à prendre des mesures analogues en faveur de tous les pays en développement débiteurs;

3/ A/47/396.

4/ Voir A/47/375-S/24429.

5. Note avec préoccupation l'accumulation d'arriérés auprès des institutions financières multilatérales ainsi que l'absence de tout mécanisme officiel de restructuration de la dette multilatérale des pays en développement;

6. Souligne que la fiscalité, les réglementations et les pratiques comptables des pays industrialisés continuent d'être autant d'obstacles inutiles à l'accès des pays débiteurs à de nouveaux prêts et d'accroître indûment le coût de ces prêts;

7. Souligne aussi qu'il faut prendre de nouvelles mesures d'allègement de la dette, y compris de nouvelles mesures d'annulation ou de réduction de l'encours et du service des dettes publique et commerciale;

8. Souligne en outre la nécessité d'appliquer le plus largement et le plus rapidement possible les récentes initiatives en matière de réduction de la dette et de son service et de poursuivre dans cette voie;

9. Souligne qu'il faut renforcer et élargir les méthodes d'allègement de la dette de manière à couvrir tous les types de dettes et de pays débiteurs et à inclure des mesures préventives destinées à empêcher que le problème de la dette ne se généralise;

10. Estime qu'un appui international est indispensable pour permettre aux pays en développement débiteurs de maintenir une aide sociale suffisante en faveur des groupes vulnérables les plus touchés par l'application des programmes de réforme économique;

11. Souligne qu'il importe que la communauté internationale appuie les pays en développement dans les efforts qu'ils déploient pour réformer leur économie en vue d'accroître l'épargne et l'investissement, de freiner l'inflation et d'améliorer leur efficacité économique, compte tenu de la vulnérabilité des couches les plus démunies de leur population;

12. Se rend compte que les pays en développement débiteurs ont besoin d'un environnement économique international favorable, notamment pour ce qui est des termes de l'échange, des prix des produits de base, d'une amélioration de l'accès aux marchés et des pratiques commerciales, et souligne à ce propos qu'il est urgent que les négociations commerciales multilatérales d'Uruguay aboutissent à des résultats équilibrés, débouchant sur une libéralisation et une expansion des échanges mondiaux dans l'intérêt de tous les pays et en particulier des pays en développement;

13. Réaffirme la nécessité d'adopter une approche coordonnée faisant intervenir les pays en développement débiteurs, les pays développés créanciers, les banques commerciales et les institutions financières multilatérales, en vue de réduire l'encours et le service de la dette des pays en développement bien au-delà des conditions actuellement pratiquées et de rendre ainsi possibles le redressement, la croissance et le développement dans les pays en développement;

/...

14. Insiste sur la nécessité de fournir aux pays en développement des ressources importantes assorties de conditions libérales et non génératrices de dette en vue de favoriser la reprise de leur croissance économique et un développement durable;

15. Engage les gouvernements créanciers et les institutions financières multilatérales à tenir dûment compte du fait que si des mesures d'allègement de la dette sont nécessaires pour réduire l'endettement, de nouvelles ressources financières le sont également pour accroître le taux d'investissement et accélérer la croissance économique dans les pays en développement;

16. Invite instamment la communauté internationale à envisager une application plus large des mesures novatrices, telles que la conversion de dettes en prises de participations, ou en investissements écologiques et la conversion de créances pour le financement de projets de développement;

17. Insiste sur la nécessité de mener une action soutenue pour régler le problème de l'endettement des pays à faible revenu et, à ce propos, demande que les conditions améliorées de Toronto soient appliquées dans de brefs délais, rapidement et largement et qu'elles soient encore perfectionnées d'urgence afin de régler totalement le problème de l'endettement persistant de ces pays;

18. Invite les créanciers à renouveler et à étendre leurs initiatives et leurs efforts en vue de s'attaquer au problème du fardeau croissant de la dette commerciale des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire;

19. Prie instamment les pays qui n'ont pas encore donné suite à la résolution 165 (S-IX) du Conseil du commerce et du développement, en date du 11 mars 1978 5/, en annulant la dette contractée par les pays les moins avancés au titre de l'aide publique au développement ou en accordant un allègement équivalent, de le faire en priorité;

20. Invite instamment les pays créanciers, les banques privées et les institutions financières multilatérales à envisager d'apporter un nouveau soutien financier aux pays en développement fortement endettés qui continuent d'assurer le service de leur dette et de s'acquitter de leurs obligations internationales;

21. Prie le Secrétaire général de lui rendre compte à sa quarante-huitième session de l'application de la présente résolution.
